



Nations Unies

Rapport du Comité de l'information

**Trente et unième session
(4-15 mai 2009)**

**Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-quatrième session
Supplément n° 21**

Assemblée générale
Documents officiels
Soixante-quatrième session
Supplément n°21

Rapport du Comité de l'information

**Trente et unième session
(4-15 mai 2009)**



Nations Unies • New York, 2009

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1
II. Questions d'organisation	4
A. Ouverture de la session	4
B. Élection du Bureau	4
C. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail	4
D. Observateurs	5
III. Débat général	6
IV. Établissement et adoption du rapport que le Comité présentera à l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session	12

Chapitre I

Introduction

1. Le Comité est actuellement composé des États Membres suivants :

Algérie
Afrique du Sud
Allemagne
Angola
Antigua-et-Barbuda
Arabie saoudite
Argentine
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Bangladesh
Biélarus
Belgique
Belize
Bénin
Brésil
Bulgarie
Burkina Faso
Burundi
Cap-Vert
Chili
Chine
Chypre
Colombie
Congo
Costa Rica
Côte d'Ivoire
Croatie
Cuba
Danemark
Égypte
El Salvador
Équateur
Espagne
États-Unis d'Amérique
Éthiopie
Fédération de Russie
Finlande
France

Gabon
Géorgie
Ghana
Grèce
Guatemala
Guinée
Guyana
Hongrie
Îles Salomon
Inde
Indonésie
Iran (République islamique d')
Irlande
Islande
Israël
Italie
Jamahiriya arabe libyenne
Jamaïque
Japon
Jordanie
Kazakhstan
Kenya
Liban
Libéria
Luxembourg
Madagascar
Malte
Mexique
Mongolie
Maroc
Monaco
Mozambique
Népal
Niger
Nigéria
Pakistan
Pays-Bas
Pérou
Philippines
Pologne
Portugal
Qatar
République arabe syrienne

République de Corée
République de Moldova
République démocratique du Congo
République dominicaine
République populaire démocratique de Corée
République tchèque
République-Unie de Tanzanie
Roumanie
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Sénégal
Singapour
Slovaquie
Somalie
Soudan
Sri Lanka
Suisse
Suriname
Thaïlande
Togo
Trinité-et-Tobago
Tunisie
Turquie
Ukraine
Uruguay
Venezuela (République bolivarienne du)
Viet Nam
Yémen
Zambie
Zimbabwe

Chapitre II

Questions d'organisation

A. Ouverture de la session

2. La séance d'organisation de la trente et unième session du Comité de l'information s'est tenue le 4 mai 2009 au Siège de l'Organisation des Nations Unies. La session a été ouverte par le Président par intérim du Comité, Marc Emilian Morar (Roumanie).

B. Élection du Bureau

3. Conformément au principe du roulement géographique, le Comité a élu un nouveau bureau pour un mandat de deux ans. Ayant été désigné par le représentant du Groupe des États d'Afrique, Antonio Pedro Monteiro Lima (Cap-Vert) a été élu Président par acclamation. Ayant été désignés par les représentants du Groupe des États d'Asie, du Groupe des États d'Europe orientale et du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États respectivement, Amir Hossein Hosseini (République islamique d'Iran), Irakli Chikovani (Géorgie) et Stéphane Crouzat (France) ont été élus Vice-Présidents par acclamation. Ayant été désignée par le représentant du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, Sheree Chambers (Jamaïque) a été élue Rapporteuse, également par acclamation. Le Bureau du Comité pour la période 2009-2010 se compose donc comme suit :

Président :

Antonio Pedro Monteiro Lima (Cap-Vert)

Vice-Présidents :

Amir Hossein Hosseini (République islamique d'Iran)

Irakli Chikovani (Géorgie)

Stéphane Crouzat (France)

Rapporteuse :

Sheree Chambers (Jamaïque)

C. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail

4. À sa séance d'organisation, le 4 mai, le Comité a adopté l'ordre du jour et le programme de travail (A/AC.198/2009/1) ci-après :

1. Ouverture de la session.
2. Élection du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail.
4. Admission de nouveaux membres.
5. Déclaration du Président.
6. Déclaration du Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information.
7. Débat général.

8. Examen des rapports présentés par le Secrétaire général.
 9. Groupe de travail à composition non limitée du Comité de l'information.
 10. Examen et adoption du rapport que le Comité présentera à l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session.
5. Le Comité a tenu son débat général du 4 au 7 mai 2009. Le 4 mai, dans l'après-midi, le Département de l'information, conduit par son Secrétaire général adjoint, a tenu un dialogue avec les représentants des États Membres.
6. Pour l'examen du point 8, le Comité était saisi des rapports du Secrétaire général portant sur les questions suivantes :
- a) Activités du Département de l'information : services de communication stratégique (A/AC.198/2009/2);
 - b) Activités du Département de l'information : services d'information (A/AC.198/2009/3);
 - c) Activités du Département de l'information : services de diffusion (A/AC.198/2009/4).

D. Observateurs

7. Les États Membres suivants ont participé à la session en qualité d'observateurs : Cameroun, Fidji, Malaisie, Panama, Rwanda, Sierra Leone et Slovénie. Le Saint-Siège et la Palestine ont aussi participé à la session en qualité d'observateurs.

Chapitre III

Débat général

8. Des déclarations ont été faites dans le cadre du débat général par les membres suivants du Comité de l'information : Algérie, Bangladesh, Bélarus, Brésil, Burkina Faso (au nom du Mali, du Niger et du Tchad), Cap-Vert, Chine, Congo, Croatie, Cuba, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Indonésie, Israël, Jamaïque, Japon, Mexique (au nom des États Membres des Nations Unies qui sont membres du Groupe de Rio), Pakistan, Philippines, République arabe syrienne, République de Corée, République islamique d'Iran, République populaire démocratique de Corée, République tchèque (au nom des États Membres des Nations Unies qui sont membres de l'Union européenne), Roumanie, Sénégal, Soudan (au nom des États Membres des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine), Sri Lanka, Suisse, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Yémen et Zambie. Une déclaration a également été faite par la Palestine, qui assistait à la session en qualité d'observateur.

9. Le Président du Comité et le Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information du Département de l'information du Secrétariat ont fait des déclarations avant le débat général.

10. Se référant aux questions de fond dont était saisi le Comité, les orateurs ont souligné le rôle central joué par l'ONU dans les affaires mondiales, ainsi que celui du Département de l'information en tant que porte-parole de l'Organisation. Un orateur qui s'exprimait au nom d'un grand groupe a déclaré qu'il était essentiel, si l'on voulait faire mieux connaître l'action de l'ONU et les questions qui préoccupaient la communauté internationale, de continuer d'approfondir la collaboration entre le Département de l'information et le Comité de l'information. Il a poursuivi en disant qu'il importait que le Département explique toujours et partout les idéaux et les réalisations de l'ONU, intensifie sa propre action de sensibilisation et transmette le message de l'Organisation à tous les peuples de la terre.

11. Un autre orateur, qui s'exprimait lui aussi au nom d'un grand groupe, a dit considérer que le rôle du Département de l'information était de répandre dans le public international des informations sur les problèmes qui préoccupaient l'ensemble des États Membres et sur les réponses que ces États avaient décidé de leur apporter. Prenant la parole au nom d'un troisième grand groupe, un orateur a loué la nouvelle présentation des rapports du Département et la façon dont celui-ci diffuse l'information sur une large gamme de questions prioritaires pour l'ONU. Son groupe souhaitait que le Département de l'information, dans son action de promotion des débats thématiques tenus par l'Assemblée générale, assure en toute objectivité la diffusion des messages de celle-ci et lance de nouvelles campagnes dans les médias sur la crise énergétique et la crise de l'environnement ainsi que sur leur impact sur les pauvres. Une intervenante a déclaré que l'information à l'ONU devrait privilégier la transparence, ce qui imposait d'adopter des stratégies de communication toujours plus précises, impartiales et cohérentes. Faisant valoir que, pour remplir cette noble mission, le Département devait pouvoir s'appuyer sur un mandat clair et sur un financement adéquat, l'intervenante a dit espérer qu'il y aurait consensus au sein du Comité sur l'un comme sur l'autre.

12. Un orateur qui représentait un grand groupe a dit apprécier la façon dont le Département de l'information aidait le public à mieux comprendre des sujets

importants. Il a salué un certain nombre de réalisations récentes du Département, comme le projet « UN4U », les premières Journées du livre des Nations Unies, le site Web « txt4peace », le Wiki des États Membres de l'ONU et le nouveau site Web unyearbook.un.org. Un autre orateur, s'exprimant lui aussi au nom d'un grand groupe, a préconisé l'adoption de paramètres et de critères explicites qui permettraient d'améliorer encore l'efficacité de l'action du Département dans les limites de son budget. Un autre intervenant a engagé le Département à s'attacher systématiquement à atteindre le public le plus large possible et à communiquer rapidement des informations pertinentes, impartiales et équilibrées sur les travaux de l'Organisation. Il a salué les efforts déployés par le Département pour expliquer des questions aussi importantes que la réforme de l'ONU, les objectifs du Millénaire pour le développement, le développement durable, le dialogue entre les civilisations, et la culture de la paix. Il a cependant invité le Département à aider la communauté internationale à mieux comprendre des questions plus récentes comme l'épidémie de grippe A (H1N1) et la crise alimentaire. Un autre orateur a invité le Département de l'information à chercher les moyens d'améliorer la coordination, l'efficacité et l'intégration de ses activités dans tout le système des Nations Unies afin d'obtenir un impact maximum sur le public avec une efficacité maximum.

13. Un autre orateur, évoquant la crise financière mondiale, a demandé que le Département de l'information mette plus fortement l'accent sur le développement. Il a fait observer que c'étaient les pays en développement qui avaient été le plus touchés par une récession qui aggravait encore les difficultés qu'ils éprouvaient à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Il incombait à l'ONU de défendre leurs intérêts et au Département de l'information de faire connaître leurs difficultés aux médias internationaux ainsi qu'à l'opinion publique mondiale. L'ONU et le Département de l'information devraient en outre lancer un appel à la communauté mondiale pour qu'elle tienne ses promesses d'aide au développement. Un autre orateur, tout en félicitant le Département d'avoir placé le développement, les droits de l'homme et la paix et la sécurité au cœur de son action d'information et de communication, l'a invité à accorder une attention plus soutenue au rôle que devrait jouer l'Organisation face à la crise financière mondiale.

14. Plusieurs orateurs ont demandé à l'ONU d'intervenir plus vigoureusement pour réduire la « fracture numérique ». Un orateur a déclaré qu'il importait d'élargir l'accès des populations du Sud aux technologies de l'information et que le Département de l'information devrait s'employer à faire connaître le Fonds de solidarité numérique. Un autre orateur a déclaré qu'il importait de mettre fin à une situation où le monde en développement était privé non seulement d'accès aux nouvelles technologies de l'information et donc à une proportion importante des informations en circulation, mais encore de contrôle sur la teneur de ces informations. Il a avancé que l'ONU avait un rôle central à jouer dans la création des conditions qui permettraient une exploitation plus rationnelle et une distribution plus sociale des technologies de l'information. Un autre orateur a fait observer qu'il importait d'ouvrir toujours plus l'éventail des nouvelles applications des technologies de l'information, et notamment d'améliorer encore l'accès à l'Internet. Dans ce contexte, il a salué la création du portail deleGATE destiné aux États Membres de l'ONU.

15. Un autre orateur a invité à faire preuve de précaution dans ce domaine; selon lui, les progrès importants accomplis par les technologies de l'information et des communications, qui avaient entraîné un rapprochement certain entre les peuples et

les cultures, n'empêchaient pas que l'on eût encore besoin de la presse et du support imprimé pour diffuser les idéaux et les réalisations de l'ONU. Un autre orateur, tout en louant les possibilités nouvelles ouvertes par les technologies modernes, a déclaré que les technologies plus traditionnelles restaient importantes pour le public des pays en développement, mais qu'il fallait aussi réduire la fracture numérique. Une intervenante, sans nier que l'Internet serait un acteur essentiel de la communication au cours des prochaines années, a rappelé que les médias les plus utiles aux populations d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes étaient les médias traditionnels, parmi lesquels la presse écrite et la radio. Elle s'est donc félicitée des efforts déployés par le Département de l'information pour diffuser des émissions sur des stations de radio.

16. Plusieurs orateurs ont évoqué l'importance qu'ils attachaient à l'objectif de parité linguistique dans les productions du Département de l'information. L'un d'eux, qui préconisait de renforcer encore le plurilinguisme, a dit que le Département devrait s'efforcer de combler l'écart entre le nombre de pages Web offertes en anglais et le nombre de pages offertes dans les autres langues. Un autre orateur, s'exprimant au nom d'un grand groupe d'États Membres, a demandé que des moyens plus importants soient dégagés pour atteindre la parité entre les langues et pour mettre au même niveau les sites de l'Organisation dans les six langues officielles de celle-ci. Un intervenant s'est inquiété des disparités qui existaient entre ces langues. Il a signalé que le site arabe, par exemple, demandait à être amélioré. Un autre intervenant, tout en signalant que le site russe de l'Organisation était maintenant plus fourni, a demandé une distribution plus équilibrée des ressources affectées à l'entretien des sites Web dans les différentes langues.

17. Plusieurs orateurs ont évoqué l'importance d'un dialogue entre les cultures et entre les religions et demandé au Département de l'information de jouer un rôle plus actif dans la promotion du dialogue entre les civilisations. L'un d'eux a fait observer que le fait de diffuser des informations en faveur du dialogue entre les civilisations et le fait de condamner les attaques contre la religion permettaient de promouvoir le respect d'autrui et que l'ONU avait un rôle d'avant-garde à jouer à cet égard. Un autre orateur encore a déclaré que son gouvernement espérait que de nouveaux progrès seraient accomplis dans l'amélioration de l'image de l'Organisation et dans la promotion du dialogue et de l'entente entre les civilisations.

18. Plusieurs orateurs ont salué la bonne collaboration entre le Département de l'information d'une part et le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions d'autre part. L'un d'eux a invité le Département de l'information à continuer de travailler avec ces deux départements en disant que les États Membres et le public souhaitaient recevoir rapidement les informations concernant les activités de maintien de la paix de l'ONU. Il a aussi commenté favorablement l'application de la politique de tolérance zéro à l'égard des faits d'abus et d'exploitation sexuelle et s'est félicité d'apprendre que le Département de l'information s'employait, avec les Groupes de la déontologie et de la discipline des missions de maintien de la paix, à mettre au point une base de données sur les affaires impliquant de tels faits.

19. Plusieurs orateurs sont intervenus au sujet du Programme spécial d'information sur la question de Palestine administré par le Département de l'information. L'un d'eux, s'exprimant au nom d'un grand groupe, a relevé l'utilité du programme annuel de formation de journalistes palestiniens de la presse écrite,

de la radio et de la télévision offert dans le cadre du Programme spécial. Il a préconisé de renforcer ce programme et les autres activités du Département sur la question de Palestine. Un autre intervenant a déclaré que son pays appréciait les activités du Département sur cette question et considérait qu'il importait de sensibiliser l'opinion publique pour favoriser l'émergence d'une initiative de paix venue de la société civile au Moyen-Orient. Un autre intervenant encore, soulignant lui aussi l'importance du Programme spécial d'information sur la question de Palestine, a félicité le Département d'organiser chaque année un séminaire international des médias sur la paix au Moyen-Orient et réaffirmé l'intérêt de numériser les documents touchant l'histoire de la question de Palestine. Un autre intervenant, par contre, a exprimé des réserves sur le programme d'information sur la Palestine, en faisant observer que parmi tous les programmes thématiques exécutés par le Département, c'était le seul qui se concentrait sur un conflit particulier, et qu'en plus il présentait une version partielle et fallacieuse de la situation au Moyen-Orient.

20. Plusieurs orateurs ont loué les programmes de sensibilisation administrés par le Département de l'information et félicité ce dernier de son ouverture aux étudiants et aux jeunes. L'un d'eux a dit appuyer un nouveau renforcement de la coopération avec les organisations de la société civile et a recommandé de diffuser plus d'informations sur la violence contre les femmes. Un autre orateur a suggéré d'explorer de nouvelles possibilités de partenariat entre l'ONU et le secteur privé en vue de rendre plus visibles les actions de la première. Plusieurs orateurs ont félicité le Département de son programme de sensibilisation à l'Holocauste. D'autres l'ont félicité d'avoir organisé la première Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves. Soulignant qu'il importait de célébrer le bicentenaire de l'abolition de la traite transatlantique des esclaves, un orateur a demandé que l'on dégage des ressources suffisantes pour une célébration annuelle de cet événement et pour d'autres activités du Département de l'information.

21. Un orateur a salué le travail effectué par le Département pour célébrer le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Un autre orateur, qui souhaitait que le climat soit considéré comme un sujet prioritaire, a déclaré que son gouvernement aimerait savoir comment les autres petits États en développement s'y prenaient pour relever le défi des changements climatiques. Il a prié le Département d'agir plus énergiquement pour dénoncer le réchauffement de la planète en produisant des messages publicitaires susceptibles d'être diffusés sur les médias nationaux. Le même orateur a invité le Département à mieux annoncer la Journée internationale de la langue maternelle, en expliquant qu'il avait apprécié les efforts consentis par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour faire célébrer cette journée, et qu'il regrettait d'autant plus l'inaction relative du Département de l'information sur ce projet.

22. Plusieurs orateurs se sont prononcés sur la proposition du Département tendant à remplacer la publication *Chronique de l'ONU* par une revue d'actualités intitulée *Les Cahiers de l'ONU*. Un orateur, prenant la parole au nom d'un grand groupe, a déclaré que son groupe était d'avis que le Département devrait poursuivre la publication de la *Chronique de l'ONU* et étudier des moyens de l'améliorer tout en tenant compte « de l'action éducative, du lectorat de base et de la parité des langues ». Un autre orateur, représentant aussi un grand groupe, s'est déclaré favorable au passage de la *Chronique de l'ONU* aux *Cahiers de l'ONU* afin de

toucher plus efficacement les universitaires et les décideurs et de mettre fin à la stagnation et à la baisse du taux d'abonnement. À cet égard, il a fait valoir que l'idée de publier les *Cahiers de l'ONU* dans plusieurs langues en partenariat avec les universités et d'offrir un canevas plus large concernant les problèmes pressants intéressant l'Organisation des Nations Unies était louable.

23. Un autre orateur a félicité le Département d'avoir fourni des informations concernant le projet de nouvelle publication appelée à remplacer la *Chronique de l'ONU*. Toutefois, les difficultés rencontrées par cette dernière tenaient au fait qu'elle ne s'était pas adaptée au goût des lecteurs, a-t-il indiqué, ajoutant qu'il faudrait s'attacher à la moderniser. Continuer à publier la *Chronique de l'ONU* et faire des analyses approfondies sur les questions inscrites au programme de l'Organisation n'était pas antinomique, a-t-il souligné.

24. Plusieurs orateurs ont formulé des observations sur les travaux et les activités du réseau de centres d'information des Nations Unies. L'un d'eux, prenant la parole au nom d'un grand groupe, a engagé à prendre toutes les mesures possibles pour étayer les centres d'information des Nations Unies, expliquant que « ces centres jouent un rôle crucial pour le flux d'information car ils permettent de réduire les disparités entre pays développés et pays en développement en termes d'accès aux technologies de l'information et des communications ». Il a souligné que toute décision visant à réorganiser les centres d'information devait être prise en étroite consultation avec les pays hôtes et « tenir compte des caractéristiques géographiques, linguistiques et technologiques des différentes régions ».

25. Un autre orateur, représentant également un grand groupe, a fait valoir que les centres d'information régionaux et locaux continuent d'être un important outil au service de la mission confiée au Département de l'information. Ces centres, a-t-il noté, constituaient le moyen de communication le plus direct avec l'opinion mondiale et doivent donc avoir une longueur d'avance dans le traitement des questions d'actualité. Évoquant un récent rapport du Bureau des services de contrôle interne sur les centres d'information des Nations Unies, l'orateur a indiqué qu'un important outil propre à accroître l'efficacité des centres, vu leurs ressources et leurs capacités limitées, serait de procéder à une évaluation comparative des résultats obtenus par chaque centre, qu'il soit régional ou local, ce qui les amènerait à échanger, dans un esprit plus « compétitif », les enseignements tirés et les pratiques optimales. Pour un autre orateur, le Département devait sans cesse revoir l'affectation de personnel et de ressources financières aux centres dans les pays en développement tout en leur fournissant les ressources budgétaires nécessaires. S'exprimant au nom de plusieurs pays, un autre orateur a déclaré que le Centre d'information de Ouagadougou jouait un rôle important en Afrique et jouissait de l'appui des pays de la région, et que le Département devait le soutenir plus activement, notamment en nommant son directeur.

26. Plusieurs intervenants ont évoqué la proposition de créer un centre d'information des Nations Unies à Luanda à l'intention des pays lusophones d'Afrique. Un orateur a regretté qu'en dépit de l'offre du Gouvernement angolais d'accueillir et de mettre à sa disposition des locaux sans loyers ni frais d'entretien, aucune avancée n'avait été enregistrée vers l'ouverture de ce centre. Une autre intervenante a indiqué que si son gouvernement félicite le Centre régional d'information des Nations Unies de Bruxelles de fournir des informations aux pays lusophones, les besoins urgents et particuliers des pays lusophones d'Afrique

n'étaient pas satisfaits. Elle a demandé au Département de faire en sorte que la mise en place du centre en Angola « soit réalisable et devienne une réalité ».

27. Plusieurs orateurs se sont félicités de l'action menée par les centres d'information des Nations Unies dans leur pays. D'autres ont évoqué des questions particulières appelant une attention. Ainsi, un orateur a déploré que le Département n'ait pas nommé de directeur du centre d'information de Sanaa, lequel revêtait une importance particulière car il est situé dans l'un des pays les moins avancés du monde. Un autre orateur a déclaré que le centre d'information des Nations Unies à Dhaka n'avait pas eu de directeur à temps plein pendant près de 25 ans, tout en félicitant le personnel national du centre d'avoir fait le meilleur usage possible des maigres ressources dont il dispose pour promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement et le rôle joué par le pays dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

28. S'agissant de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, plusieurs intervenants ont souligné l'importance de la liberté d'expression et de la liberté de la presse. Au nom d'un grand groupe, un intervenant a fait valoir qu'étant donné que des journalistes continuent d'être tués dans l'exercice de leurs importantes fonctions, son groupe tenait à souligner combien la Journée mondiale de la liberté de la presse contribuait à sensibiliser les gouvernements à l'obligation de respecter et d'appliquer le droit à la liberté d'expression. Un autre intervenant a rappelé que la Déclaration universelle des droits de l'homme affirmait que tout individu a droit à la liberté d'expression, ce qui implique « le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontière, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit ». S'agissant toujours de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, un autre orateur a rendu hommage à la « famille des professionnels » qui ne cessent de faire connaître les activités de l'Organisation des Nations Unies.

29. Le Comité a fait sien l'accord auquel sont parvenus le Groupe des 77 et de la Chine et l'Union européenne, ainsi que plusieurs autres de ses membres, aux termes duquel sera constitué un groupe d'étude chargé de simplifier la résolution sur les questions relatives à l'information et d'en produire un texte révisé au moins deux semaines avant l'ouverture de sa trente-deuxième session. Le Comité a également approuvé la candidature de la Sierra Leone à un siège en son sein. Lorsque l'Assemblée générale aura approuvé cette candidature à sa soixante-quatrième session, la Sierra Leone deviendra le cent treizième membre du Comité.

Chapitre IV

Établissement et adoption du rapport que le Comité présentera à l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session

30. À sa 5^e séance plénière, le Comité de l'information a procédé à l'adoption par consensus de son projet de rapport, y compris deux projets de résolution et un projet de décision. Un texte soumis par les États Membres de l'ONU qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine a constitué le point de départ de la négociation d'un projet de résolution à laquelle ont participé deux groupes de négociation – le Groupe des 77 et la Chine et l'Union européenne – ainsi que plusieurs États Membres.

Questions relatives à l'information

Projet de résolution A L'information au service de l'humanité

L'Assemblée générale,

Prenant note de l'important rapport d'ensemble présenté par le Comité de l'information¹,

Prenant note aussi du rapport du Secrétaire général sur les questions relatives à l'information²,

Demande instamment que tous les pays, le système des Nations Unies dans son ensemble et tous les autres intéressés, réaffirmant leur attachement aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, aux principes de la liberté de la presse et de la liberté de l'information et à ceux de l'indépendance, du pluralisme et de la diversité des médias, jugeant profondément préoccupantes les disparités existant entre pays développés et pays en développement et leurs conséquences de tous ordres sur l'aptitude des médias publics, privés ou autres et des particuliers des pays en développement à diffuser l'information et à faire connaître leurs vues et leurs valeurs culturelles et morales grâce à la production culturelle endogène, de même qu'à assurer la diversité des sources de l'information et le libre accès à cette dernière, et considérant dans ce contexte l'appel lancé en faveur de ce que l'on a appelé, à l'Organisation des Nations Unies et dans plusieurs instances internationales, « un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, conçu comme un processus évolutif et continu » :

a) Coopèrent et agissent de manière concertée afin d'atténuer les disparités dans la façon dont l'information circule à tous les niveaux en fournissant une assistance accrue pour développer les infrastructures et les capacités de communication dans les pays en développement, compte dûment tenu de leurs besoins et du rang de priorité qu'ils confèrent à ces domaines, de manière à leur permettre, ainsi qu'à leurs médias publics, privés ou autres, d'élaborer librement et indépendamment leurs propres politiques d'information et de communication et de

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-troisième session, Supplément n° 21 (A/63/21).

² A/63/258.

faire participer davantage les médias et les particuliers au processus de communication, et à assurer la libre circulation de l'information à tous les niveaux;

b) Fassent en sorte que les journalistes puissent travailler librement et efficacement, toute attaque contre leur personne étant résolument condamnée;

c) Aident à poursuivre et à renforcer les programmes de formation pratique destinés aux journalistes des organes de presse, de radio et de télévision publics, privés et autres, des pays en développement;

d) Renforcent l'action régionale et la coopération entre pays en développement ainsi que la coopération entre pays développés et pays en développement en vue d'améliorer leur capacité de communication, l'infrastructure de leurs médias et leurs techniques de communication, en particulier en matière de formation professionnelle et de diffusion de l'information;

e) S'efforcent de fournir aux pays en développement et à leurs médias publics, privés ou autres, en complément de la coopération bilatérale, tout l'appui et toute l'aide possibles, compte dûment tenu de leurs intérêts et de leurs besoins dans le domaine de l'information et des mesures déjà prises par le système des Nations Unies, notamment :

i) De mettre en valeur les ressources humaines et techniques voulues pour améliorer les systèmes d'information et de communication des pays en développement et d'aider à poursuivre et renforcer des programmes de formation pratique bénéficiant d'appuis publics et privés comme il en existe déjà dans l'ensemble du monde en développement;

ii) D'instaurer des conditions qui permettent aux pays en développement ainsi qu'à leurs médias publics, privés ou autres, de se doter, en utilisant les ressources nationales et régionales, des techniques de communication qui répondent à leurs besoins nationaux ainsi que des éléments de programmes nécessaires, notamment pour la radiodiffusion et la télévision;

iii) D'aider à créer et à développer des réseaux de télécommunication sous-régionaux, régionaux et interrégionaux, notamment entre pays en développement;

iv) De faciliter, selon qu'il conviendra, l'accès des pays en développement aux techniques de communication de pointe disponibles sur le marché;

f) Appuient sans réserve le Programme international pour le développement de la communication institué par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture³, qui devrait soutenir les médias publics aussi bien que privés.

³ Voir Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Actes de la Conférence générale, vingt et unième session, Belgrade, 23 septembre-28 octobre 1980*, vol. 1, *Résolutions*, sect. III.4, résolution 4/21.

Projet de résolution B Politique et activités de l'Organisation des Nations Unies en matière d'information

L'Assemblée générale,

Soulignant le rôle du Comité de l'information en tant que principal organe subsidiaire chargé de lui faire des recommandations touchant les activités du Département de l'information du Secrétariat,

Réaffirmant sa résolution 13 (I) du 13 février 1946 portant création du Département de l'information, dont le paragraphe 2 de l'annexe I prévoit que les activités du Département doivent être organisées et dirigées de façon à favoriser dans toute la mesure possible, chez tous les peuples du monde, une compréhension, basée sur des informations suffisantes, de l'œuvre et des buts des Nations Unies,

Soulignant que les fonctions d'information et de communication considérées sous l'angle du contenu doivent être placées au cœur de la gestion stratégique de l'Organisation des Nations Unies, et qu'une culture de communication et de transparence doit imprégner l'Organisation à tous les niveaux, de façon à faire pleinement connaître aux peuples du monde entier les objectifs et les activités de l'Organisation, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et à lui garantir un large soutien mondial,

Soulignant également que le Département de l'information a pour principale mission de diffuser auprès du public, dans les délais voulus, au moyen de ses activités de communication, des informations exactes, impartiales, détaillées et nuancées sur les tâches et responsabilités de l'Organisation des Nations Unies, afin que les activités de l'Organisation jouissent d'un soutien international renforcé, dans la plus grande transparence,

Rappelant l'étude d'ensemble des activités du Département de l'information, qu'elle a demandée dans sa résolution 56/253 du 24 décembre 2001, ainsi que le rapport du Secrétaire général intitulé « Renforcer l'ONU : un programme pour aller plus loin dans le changement »⁴ et les dispositions des résolutions 57/300 et 60/109 B, en date des 20 décembre 2002 et 8 décembre 2005, qui offrent l'occasion de prendre les mesures voulues en vue d'améliorer l'efficacité du Département et son rendement et de tirer le meilleur parti possible des ressources mises à sa disposition,

Constatant avec préoccupation que le fossé existant entre pays en développement et pays développés dans le domaine des technologies de l'information et des communications a continué de se creuser et que de vastes pans de la population des pays en développement ne tirent aucun bénéfice de ces technologies à l'heure actuelle, et soulignant à cet égard la nécessité de corriger les déséquilibres existant dans le développement actuel des technologies de l'information et des communications de façon à le rendre plus juste, plus équitable et plus efficace,

Sachant que la révolution des technologies de l'information et des communications ouvre de nouvelles et vastes possibilités de croissance économique

⁴ A/57/387 et Corr.1.

et de développement social et peut jouer un rôle important dans l'élimination de la pauvreté dans les pays en développement, mais soulignant par ailleurs que la mise au point de ces technologies pose des problèmes et présente des risques et qu'elle pourrait conduire à une nouvelle accentuation des disparités entre les pays et à l'intérieur des pays,

Rappelant sa résolution 61/266 du 16 mai 2007 sur le multilinguisme, et soulignant qu'il importe d'utiliser comme il convient les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies dans les activités du Département de l'information de manière à éliminer l'écart entre l'emploi de l'anglais et celui des cinq autres langues officielles,

Accueillant la Sierra Leone au sein du Comité de l'information,

I. Introduction

1. *Réaffirme* les dispositions de sa résolution 13 (I), dans laquelle elle a créé le Département de l'information, et toutes ses autres résolutions pertinentes sur les activités du Département, et demande au Secrétaire général de continuer à appliquer intégralement les recommandations formulées au paragraphe 2 de sa résolution 48/44 B du 10 décembre 1993 et les autres directives qu'elle a adoptées en ce qui concerne la politique et les activités de l'Organisation des Nations Unies en matière d'information;

2. *Réaffirme également* que l'Organisation des Nations Unies demeure le fondement indispensable d'un monde juste et pacifique et que sa voix doit être entendue de façon claire et concrète, et souligne le rôle essentiel que doit jouer, à cet égard, le Département de l'information;

3. *Souligne* qu'il importe que le Secrétariat fournisse aux États Membres, en temps voulu, sur leur demande et dans le cadre des mandats et procédures existants, des informations précises et complètes;

4. *Réaffirme* que le Comité de l'information joue un rôle central dans les politiques et activités de l'Organisation des Nations Unies en matière d'information, y compris dans la hiérarchisation de ces activités, et décide que les recommandations relatives au programme de travail du Département de l'information émaneront, dans la mesure du possible, du Comité et seront examinées par lui;

5. *Demande* au Département de l'information, conformément aux priorités qu'elle a énoncées dans sa résolution 63/247 du 24 décembre 2008, en s'inspirant de la Déclaration du Millénaire⁵ et en réaffirmant les conclusions du Sommet mondial de 2005⁶, d'accorder une attention particulière à la paix, à la sécurité, au développement et aux droits de l'homme et aux grandes questions que sont l'élimination de la pauvreté – y compris la crise alimentaire mondiale –, la prévention des conflits, le développement durable, l'épidémie du VIH/sida, la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et les besoins du continent africain;

⁵ Voir résolution 55/2.

⁶ Voir résolution 60/1.

6. *Demande également* au Département de l'information de porter particulièrement son attention, dans la conduite de ses activités, sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement convenus au plan international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, et dans l'application des décisions des grandes réunions au sommet et conférences des Nations Unies sur des thèmes connexes; et prie le Département de jouer un rôle actif dans la sensibilisation de l'opinion publique à la crise financière et économique mondiale et à son incidence sur le développement, y compris s'agissant de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement;

7. *Demande en outre* au Département de l'information et à son réseau de centres d'information des Nations Unies de jouer un rôle actif dans la sensibilisation de l'opinion publique au défi planétaire que constituent les changements climatiques, et l'encourage à prêter une attention particulière aux mesures décidées au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatique⁷ conformément au principe des responsabilités communes mais différenciées, surtout dans le contexte de la tenue de la Conférence des Parties et de la Réunion des Parties au Protocole de Kyoto⁸ qui se sont tenues à Poznan (Pologne) du 1^{er} au 12 décembre 2008 et à celles qui se tiendront à Copenhague du 7 au 18 décembre 2009;

8. *Réaffirme* qu'il importe de renforcer en permanence l'infrastructure technologique du Département de l'information afin d'élargir son audience et de continuer à améliorer le site Web de l'Organisation des Nations Unies;

II. Activités générales du Département de l'information

9. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur les activités du Département de l'information⁹;

10. *Prie* le Département de l'information de continuer de s'attacher à une culture de l'évaluation en évaluant ses produits et activités en vue d'en accroître l'utilité, et de continuer également à coopérer et à coordonner ses activités avec les États Membres et le Bureau des services de contrôle interne du Secrétariat;

11. *Réaffirme* l'importance d'une coordination plus efficace entre le Département de l'information et le Bureau du porte-parole du Secrétaire général, et demande au Secrétaire général de veiller à la cohérence des messages émanant de l'Organisation;

12. *Prend note* des efforts faits par le Département de l'information pour poursuivre la diffusion des travaux et décisions de l'Assemblée générale, et prie le Département de continuer à renforcer ses relations de travail avec le Bureau du Président de l'Assemblée générale;

13. *Invite* le Département de l'information à poursuivre sa collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture dans le domaine de la culture, de l'éducation et de la communication, en vue de combler le fossé qui sépare actuellement les pays développés et les pays en développement;

⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1771, n° 30822.

⁸ FCCC/CP/1997/7/Add.1, décision 1/CP.3, annexe.

⁹ A/AC.198/2009/2.

14. *Prend note avec satisfaction* des efforts faits par le Département de l'information pour travailler au niveau local avec d'autres organismes et organes des Nations Unies afin de mieux coordonner leurs activités en matière de communication, et prie le Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information, à sa trente-deuxième session, des progrès accomplis à cet égard, ainsi que des activités du Groupe de la communication des Nations Unies;

15. *Réaffirme* que le Département de l'information doit, tout en accomplissant ses missions actuelles et en se conformant à l'article 5.6 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation¹⁰, établir un ordre de priorité dans son programme de travail afin de mieux cibler son message et concentrer ses efforts et d'adapter ses programmes aux besoins des publics visés, en s'appuyant sur des mécanismes améliorés de retour d'information et d'évaluation;

16. *Prie* le Secrétaire général de continuer à ne ménager aucun effort pour que les publications et autres services d'information du Secrétariat, notamment le site Web et le Service des informations des Nations Unies, donnent dans toutes les langues officielles des informations détaillées, nuancées, objectives et impartiales sur les questions dont l'Organisation est saisie et traduisent un souci constant d'indépendance, d'impartialité, d'exactitude et de totale conformité avec ses résolutions et décisions;

17. *Demande* au Département de l'information et aux services du Secrétariat qui lui apportent des contributions de fond de faire en sorte que les publications des Nations Unies soient produites au moindre coût et de manière à respecter l'environnement, et de continuer à agir en étroite coordination avec les autres entités, y compris tous les autres départements du Secrétariat et les fonds et programmes des Nations Unies, afin d'éviter, chacun pour ce qui concerne son mandat, un doublonnage des publications des Nations Unies;

18. *Souligne* que le Département de l'information devrait maintenir et améliorer ses activités dans les domaines présentant un intérêt particulier pour les pays en développement et, le cas échéant, d'autres pays ayant des besoins spéciaux, et que ses activités devraient contribuer à combler le fossé existant entre les pays en développement et les pays développés dans les domaines cruciaux de l'information et de la communication;

19. *Prend note* de la parution quotidienne de communiqués de presse, et prie une nouvelle fois le Département de l'information d'en améliorer encore la production et d'en rationaliser la présentation, la structure et la longueur, en gardant à l'esprit les points de vue des États Membres, y compris leur avis sur un élargissement de leur publication dans les autres langues officielles;

Multilinguisme et information

20. *Souligne* qu'il importe d'utiliser comme il convient, en les traitant sur un pied d'égalité, toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies dans toutes les activités du Département de l'information, y compris dans les

¹⁰ ST/SGB/2000/8.

communications au Comité de l'information, de manière à éliminer l'écart entre l'emploi de l'anglais et celui des cinq autres langues officielles;

21. *Prie de nouveau* le Secrétaire général de s'assurer que le Département de l'information dispose d'effectifs appropriés capables d'utiliser toutes les langues officielles de l'Organisation pour mener à bien l'ensemble de ses activités et d'inclure dans les futurs projets de budget-programme des propositions pour le Département en gardant à l'esprit le principe de l'égalité des six langues officielles et en respectant la charge de travail dans chacune d'elles;

22. *Se félicite* des efforts que déploie actuellement le Département de l'information pour promouvoir le multilinguisme dans toutes ses activités, et souligne qu'il importe d'appliquer intégralement sa résolution 61/266 en veillant à ce que le texte de tous les nouveaux documents rendus publics dans les six langues officielles et des documents d'information de l'Organisation des Nations Unies soit affiché chaque jour sur le site Web de l'Organisation et puisse être consulté immédiatement par les États Membres;

23. *Prie* le Secrétaire général de continuer à mener à bien à titre prioritaire le transfert sur le site Web de l'Organisation des Nations Unies de tous les anciens documents importants de l'Organisation, dans les six langues officielles, de manière que les États Membres aient aussi accès à ces archives par ce canal;

Réduire la fracture numérique

24. *Rappelle avec satisfaction* sa résolution 60/252 du 27 mars 2006 par laquelle elle a fait siens l'Engagement de Tunis et l'Agenda de Tunis pour la société de l'information¹¹, tels qu'ils ont été adoptés à la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information tenu à Tunis du 16 au 18 novembre 2005, et décidé de faire du 17 mai la Journée mondiale de la société de l'information, rappelle l'adoption de la Déclaration de principes et du Plan d'action¹² lors de la première phase du Sommet mondial sur la société de l'information, qui a eu lieu à Genève du 10 au 12 décembre 2003, et prie à cet égard le Département de l'information de contribuer à la célébration de cette Journée et à la sensibilisation aux possibilités que l'utilisation de l'Internet et des autres technologies de l'information et des communications peuvent offrir aux sociétés et aux économies, ainsi qu'aux moyens de réduire la fracture numérique;

25. *Demande* au Département de l'information de contribuer à la prise de conscience par la communauté internationale de l'importance qu'il y a à donner suite aux documents issus du Sommet mondial sur la société de l'information;

Réseau de centres d'information des Nations Unies

26. *Souligne* l'importance du rôle joué par le réseau de centres d'information des Nations Unies pour rehausser l'image de l'Organisation et diffuser ses messages auprès des populations locales, en particulier dans les pays en développement;

27. *Rend hommage* à l'œuvre accomplie par les centres d'information des Nations Unies pour la publication des documents d'information et la traduction des textes importants de l'Organisation dans d'autres langues que les langues officielles,

¹¹ Voir A/60/687.

¹² Voir A/C.2/59/3, annexe.

encourage le réseau de centres d'information à continuer de mettre au point des pages Web dans les langues locales et le Département de l'information à leur fournir les ressources et les installations techniques nécessaires, afin d'atteindre l'éventail de publics le plus large possible et de propager le message de l'Organisation dans le monde entier, de façon à mobiliser un appui international accru pour les activités de celle-ci, et les invite à poursuivre dans cette voie;

28. *Souligne* qu'il importe de rationaliser le réseau de centres d'information des Nations Unies et, à cet égard, prie le Secrétaire général de continuer à faire des propositions dans ce sens, notamment en redéployant des ressources si nécessaire, et de rendre compte au Comité de l'information à ses futures sessions;

29. *Réaffirme* que la rationalisation des centres d'information des Nations Unies doit être opérée en consultation, au cas par cas, avec tous les États Membres concernés dans lesquels des centres d'information sont actuellement situés, les pays desservis par ces centres et les autres pays intéressés de la région, compte tenu des caractéristiques propres à chaque région;

30. *Estime* que le réseau de centres d'information des Nations Unies, en particulier dans les pays en développement, devrait continuer à renforcer ses résultats et à intensifier ses activités, notamment en soutenant la communication stratégique, et demande au Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information à ses futures sessions de la mise en œuvre de cette politique;

31. *Invite* le Département de l'information, agissant par l'intermédiaire de ses centres d'information, à renforcer sa collaboration au niveau des pays avec les autres entités du système des Nations Unies afin de rendre les communications plus uniformes et d'éviter les doubles emplois;

32. *Souligne* qu'il importe de prendre en compte les besoins particuliers des pays en développement dans le domaine des technologies de l'information et des communications afin d'assurer la bonne circulation de l'information dans ces pays;

33. *Souligne également* que le Département de l'information devrait continuer, par l'entremise du réseau de centres d'information des Nations Unies, de promouvoir une meilleure connaissance des travaux de l'Organisation des Nations Unies par le public et de mobiliser l'appui de ce dernier au niveau local, en ayant à l'esprit que l'information communiquée dans les langues locales a une plus forte résonance auprès des populations locales;

34. *Souligne en outre* l'importance des efforts visant à renforcer les activités de communication de l'Organisation des Nations Unies vers les États Membres qui demeurent en dehors du réseau de centres d'information des Nations Unies, et encourage le Secrétaire général, dans le cadre de la rationalisation, à étendre les services du réseau de centres d'information à ces États Membres;

35. *Souligne* que le Département de l'information devrait continuer de revoir l'affectation des ressources en personnel et des ressources financières aux centres d'information des Nations Unies dans les pays en développement, l'accent devant être mis sur les besoins des pays les moins avancés;

36. *Prend note* de la proposition du Secrétaire général tendant à collaborer étroitement avec les gouvernements concernés pour explorer la possibilité de trouver des locaux gratuits tout en tenant compte de la situation économique des pays hôtes et en gardant à l'esprit qu'un tel soutien ne devrait pas se substituer à

l'allocation des ressources financières voulues aux centres d'information dans le cadre du budget-programme de l'Organisation des Nations Unies, et encourage les pays hôtes à répondre aux besoins des centres d'information;

37. *Prend également note* du renforcement des centres d'information du Caire, de Mexico et de Pretoria, et invite le Secrétaire général à envisager de renforcer les autres centres, notamment en Afrique, en coopération avec les États Membres intéressés et dans la limite des ressources existantes;

38. *Rappelle* l'offre du Gouvernement angolais d'accueillir un centre d'information des Nations Unies à Luanda afin de répondre aux besoins particuliers des pays d'Afrique lusophones, et de mettre gracieusement à disposition les locaux nécessaires, et, regrettant que le projet n'ait pas avancé, prie une nouvelle fois le Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information, à sa trente-deuxième session, des mesures qu'il faudra prendre, y compris sur le plan budgétaire, pour répondre aux besoins en question et donner suite à toute proposition tendant à faire progresser cette initiative;

39. *Encourage* le Secrétaire général, lorsqu'il nomme des directeurs aux centres d'information des Nations Unies, à prendre pleinement en considération, entre autres, l'expérience acquise par les candidats dans le domaine des technologies de l'information et des communications, celle-ci étant l'un des critères de nomination les mieux indiqués;

III. Services de communication stratégique

40. *Réaffirme* le rôle des services de communication stratégique, qui est d'énoncer et de diffuser le message des Nations Unies en élaborant des stratégies de communication en étroite collaboration avec les départements organiques, les fonds et programmes des Nations Unies et les institutions spécialisées, dans le strict respect de leurs mandats respectifs;

Campagnes de publicité

41. *Apprécie* l'action menée par le Département de l'information pour promouvoir, grâce à ses campagnes, des thèmes importants pour la communauté internationale, tels que la Déclaration du Millénaire, les progrès en vue d'atteindre les objectifs de développement convenus sur le plan international, la réforme de l'Organisation des Nations Unies, l'élimination de la pauvreté, la prévention des conflits, le maintien de la paix, la consolidation de la paix, le développement durable, le désarmement, la décolonisation, les droits de l'homme, notamment les droits des femmes, des enfants et des personnes handicapées, la coordination stratégique des secours humanitaires, en particulier en cas de catastrophe naturelle et autres crises, la lutte contre le VIH/sida, le paludisme, la tuberculose et d'autres maladies, les besoins du continent africain, la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, le dialogue entre les civilisations, la culture de paix et de tolérance, les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, et la prévention du génocide, et demande au Département de continuer à mener des activités d'information sur tous ces thèmes;

42. *Se félicite* du rôle que joue chaque année le Département de l'information dans la célébration de la Journée internationale de commémoration des victimes de

l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, et attend avec intérêt de voir ce qu'il fera pour promouvoir la création d'un monument permanent aux victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves;

43. *Demande*, à cet égard, au Département de l'information de continuer, en coopération avec les pays concernés et les organisations et organes compétents du système des Nations Unies, à prendre des mesures appropriées pour sensibiliser l'opinion publique mondiale à ces questions et à d'autres questions importantes de portée mondiale;

44. *Souligne* la nécessité de continuer à mettre l'accent sur le développement de l'Afrique, en particulier la nécessité pour le Département de l'information de faire plus largement connaître à la communauté internationale la situation économique et sociale critique de l'Afrique et les priorités du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique¹³;

45. *Est consciente* du rôle que jouent le Département de l'information et son réseau de centres d'information des Nations Unies dans la commémoration du sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme¹⁴;

Rôle du Département de l'information dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies

46. *Félicite* le Département de l'information et son réseau de centres d'information des Nations Unies du rôle qu'ils ont joué dans la commémoration du sixième anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies;

47. *Prie* le Secrétariat de continuer de veiller à ce que le Département de l'information soit associé aux futures opérations de maintien de la paix dès la phase de planification, grâce à des consultations et des activités de coordination avec les autres départements du Secrétariat, en particulier le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions;

48. *Prie* le Département de l'information, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions de poursuivre leur coopération en vue de faire mieux prendre conscience des nouvelles réalités dans les opérations de maintien de la paix, en particulier les opérations pluridimensionnelles et complexes, des grands succès remportés et des problèmes auxquels elles doivent faire face, ainsi que de la multiplication récente des activités de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, et se félicite des efforts faits par ces trois départements pour mettre au point et appliquer une vaste stratégie de communication sur les problèmes que les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies doivent actuellement affronter;

49. *Souligne* qu'il importe de renforcer la capacité d'information du Département de l'information dans le domaine des opérations de maintien de la paix, ainsi que son rôle, en étroite coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, dans les activités de sélection du personnel du service d'information pour les opérations ou missions de maintien de la paix des Nations Unies et, à cet égard, invite le Département de l'information à détacher des fonctionnaires de l'information ayant les qualifications

¹³ A/57/304, annexe.

¹⁴ Résolution 217 A (III).

requis pour assumer les tâches qui leur sont confiées pour ces opérations ou missions, en tenant compte du principe de répartition géographique équitable, conformément au paragraphe 3 de l'Article 101 du Chapitre XV de la Charte des Nations Unies, et à prendre en considération, le cas échéant, les avis exprimés, en particulier par les pays d'accueil;

50. *Souligne également* l'importance du portail des opérations de maintien de la paix sur le site Web de l'Organisation des Nations Unies, et prie le Département de l'information de poursuivre ses efforts visant à aider les missions de maintien de la paix à continuer d'enrichir leurs sites Web;

51. *Prie* le Département de l'information et le Département des opérations de maintien de la paix de continuer à coopérer à la mise en œuvre d'un programme efficace d'ouverture aux populations locales pour expliquer la politique de tolérance zéro de l'Organisation en matière de lutte contre l'exploitation et les abus sexuels, tenir le public au courant de la suite donnée à toutes les affaires dans lesquelles sont impliqués des membres du personnel de maintien de la paix, y compris les affaires pour lesquelles il a été établi que les accusations n'étaient pas fondées, et l'informer de l'adoption par l'Assemblée générale de la Stratégie globale d'aide et de soutien aux victimes d'actes d'exploitation et d'abus sexuels commis par des membres du personnel des Nations Unies ou de personnel apparenté¹⁵;

Rôle du Département de l'information dans le renforcement du dialogue entre les civilisations et de la culture de la paix en tant que moyen de promouvoir l'entente entre les nations

52. *Rappelle* ses résolutions sur le dialogue entre les civilisations et la culture de la paix¹⁶, et demande au Département de l'information, tout en veillant à la pertinence et à la validité des thèmes retenus pour la campagne médiatique portant sur cette question, de continuer à apporter l'appui nécessaire à la diffusion d'informations sur le dialogue entre les civilisations et la culture de la paix ainsi que sur l'Alliance des civilisations, et de prendre les mesures voulues pour promouvoir le dialogue entre les civilisations et la culture de la compréhension, de la tolérance, du respect et de la liberté de religion et de croyance, ainsi que la jouissance effective par tous les êtres humains des droits de l'homme et des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement;

53. *Invite* le système des Nations Unies, en particulier le Département de l'information, à continuer d'encourager et de faciliter le dialogue entre les civilisations et à définir les moyens de promouvoir le dialogue entre les civilisations dans le cadre des activités que mènent les organismes des Nations Unies dans divers domaines, en tenant compte du Programme d'action du Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations¹⁷ et, à cet égard, attend avec intérêt le rapport qu'elle a demandé au Secrétaire général dans sa résolution 60/4 du 20 octobre 2005;

54. *Apprécie* à leur juste valeur les succès enregistrés par l'Alliance des civilisations et les efforts déployés par le Haut-Représentant du Secrétaire général pour l'Alliance des civilisations, prend note du large éventail d'initiatives et de partenariats lancés dans les domaines de la jeunesse, de l'éducation, des médias et

¹⁵ Résolution 62/214, annexe.

¹⁶ Résolutions 52/15, 53/22, 53/25, 55/23, 56/6, 59/142 et 60/4.

¹⁷ Résolution 56/6, sect. B.

de la migration, lors du deuxième forum de l'Alliance, tenu à Istanbul (Turquie) les 6 et 7 avril 2009, et se félicite du soutien constant que le Département accorde aux travaux de l'Alliance, notamment ses projets en cours;

IV. Services d'information

55. *Souligne* que l'objectif premier des services d'information fournis par le Département de l'information est la prompte publication dans les quatre médias de masse – presse écrite, radio, télévision et Internet –, de nouvelles et d'informations exactes, objectives et équilibrées émanant du système des Nations Unies, et communiquées aux médias et à d'autres publics dans le monde, l'accent étant mis sur le multilinguisme, et réitère la demande qu'elle a adressée au Département afin qu'il s'assure que toutes les nouvelles d'actualité et les informations urgentes soient exactes, impartiales et objectives;

56. *Souligne également* qu'il importe que le Département de l'information continue d'appeler l'attention des médias de la planète sur des questions qui ne rencontrent pas un écho majeur, dans le cadre de l'initiative « Dix sujets dont le monde devrait entendre parler davantage » et grâce à la couverture audiovisuelle de ces événements par la Télévision et la Radio des Nations Unies;

Moyens traditionnels de communication

57. *Se félicite* que la Radio des Nations Unies, qui demeure l'un des moyens de communication traditionnels de très grande portée les plus efficaces dont le Département de l'information dispose et constitue un instrument important pour les activités de l'Organisation des Nations Unies, ait pris l'initiative de renforcer son service de diffusion d'émissions en direct en présentant quotidiennement aux diffuseurs des bulletins d'actualité plus fréquents dans les six langues officielles et des sujets relatifs aux activités de l'Organisation, et prie le Secrétaire général de continuer à tout faire pour que les six langues officielles soient à égalité dans la production radiophonique de l'Organisation;

58. *Prend note* des efforts que fait le Département de l'information pour diffuser directement les émissions aux stations de radio dans le monde entier dans les six langues officielles, ainsi qu'en portugais et en swahili, et, chaque fois que possible, dans d'autres langues;

59. *Prie* le Département de l'information de continuer à nouer des partenariats avec les stations de radio locales, nationales et régionales afin de propager fidèlement et de manière impartiale le message de l'Organisation des Nations Unies dans le monde entier, et prie le Service de la radio et de la télévision du Département de continuer à tirer pleinement parti des moyens techniques mis à sa disposition ces dernières années;

Site Web de l'Organisation des Nations Unies

60. *Réaffirme* que le site Web de l'Organisation des Nations Unies est un outil essentiel pour les médias, les organisations non gouvernementales, les établissements d'enseignement, les États Membres et le grand public et, à cet égard, répète que le Département de l'information doit s'attacher à tenir à jour et améliorer ce site;

61. *Salue* les efforts engagés par le Département de l'information pour se conformer aux critères de base concernant l'accès des personnes handicapées au site Web de l'Organisation des Nations Unies, et demande au Département de continuer à veiller à ce que toutes les pages du site, nouvelles ou mises à jour, soient conformes aux critères d'accessibilité, en vue d'assurer l'accès du site aux personnes souffrant de différentes sortes de handicap;

62. *Prend note* du fait que le développement et l'enrichissement du site Web de l'Organisation des Nations Unies dans plusieurs langues se sont améliorés¹⁸ et, à ce propos, demande au Département de l'information d'améliorer encore, en collaboration avec les bureaux qui fournissent le contenu, les mesures prises pour assurer une pleine égalité des six langues officielles sur le site Web de l'Organisation, et réitère en particulier la demande faite au Secrétaire général de veiller à ce que les ressources humaines et financières du Département de l'information prévues à ce titre soient adéquatement réparties entre toutes les langues officielles, en tenant compte de la spécificité de chacune de ces langues;

63. *Se félicite* des dispositions prises par le Département de l'information en coopération avec des établissements universitaires pour accroître le nombre de pages Web disponibles dans certaines des langues officielles, et prie une nouvelle fois le Secrétaire général d'étendre ces dispositions à toutes les langues officielles de l'Organisation;

64. *Rappelle* le paragraphe 74 de sa résolution 60/109 B et, à cet égard, réitère que tous les services du Secrétariat qui en fournissent le contenu devraient continuer de s'attacher à faire traduire dans toutes les langues officielles tous les documents et bases de données publiés en anglais sur le site Web de l'Organisation et à les rendre disponibles à partir des différentes versions linguistiques du site selon les modalités les plus pratiques, efficaces et rationnelles;

65. *Prie* le Secrétaire général de continuer à tirer pleinement parti des derniers progrès de l'informatique pour diffuser de façon économique et rapide des informations sur l'Organisation des Nations Unies, selon les priorités fixées par l'Assemblée générale dans ses résolutions et compte tenu de la diversité linguistique de l'Organisation; prend note avec satisfaction de la popularité croissante du service d'informations urgentes par courrier électronique assuré par le Département de l'information sur le portail du Centre d'actualités de l'Organisation des Nations Unies en anglais et en français, et invite le Département à consulter la Division de l'informatique du Département de la gestion et à examiner à titre prioritaire les moyens d'améliorer les capacités techniques de ce service et de l'assurer dans toutes les langues officielles;

66. *Constata* que certaines langues officielles utilisent des scripts non latins et bidirectionnels et que les infrastructures technologiques et les applications d'appui de l'Organisation des Nations Unies sont fondées sur des scripts latins, ce qui donne lieu à des difficultés dans le traitement des scripts non latins et bidirectionnels, et demande instamment à la Division de l'informatique du Département de la gestion de collaborer encore avec le Département de l'information pour faire en sorte, dans toute la mesure possible, que les infrastructures technologiques et les applications d'appui soient totalement

¹⁸ Voir A/AC.198/2007/3.

compatibles avec les scripts latins, non latins et bidirectionnels, afin d'améliorer l'égalité entre toutes les langues officielles sur le site Web de l'Organisation;

V. Services de bibliothèque

67. *Demande* au Département de l'information de continuer à présider le Comité directeur pour la modernisation et la gestion intégrée des bibliothèques de l'Organisation des Nations Unies, et se félicite une fois encore des mesures prises par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et les autres bibliothèques membres du Comité directeur pour rapprocher leurs activités, services et produits des buts, objectifs et priorités de l'Organisation;

68. *Réaffirme* qu'il importe de continuer de gérer, à l'intention de tous les États Membres, un fonds multilingue d'ouvrages, périodiques et autres documents sur papier afin que la Bibliothèque demeure une source largement accessible d'informations sur l'Organisation des Nations Unies et ses activités;

69. *Engage* le Département de l'information, compte tenu de l'importance des archives audiovisuelles pour la protection de notre patrimoine commun, à continuer de mettre à jour ses politiques et activités visant la préservation à long terme de ses archives radiophoniques, télévisées et photographiques et à prendre des mesures, dans la limite des ressources disponibles, pour faire en sorte que ces archives soient préservées et accessibles, et l'invite à collaborer avec toutes les parties intéressées pour réaliser cet objectif;

70. *Prend note* de l'initiative prise par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, en sa qualité d'organe centralisateur, pour élargir le programme des ateliers régionaux de formation et de partage du savoir organisés à l'intention des bibliothèques dépositaires des pays en développement en y incluant l'ouverture à de nouveaux publics;

71. *Prend également note* de ce que fait la Bibliothèque Dag Hammarskjöld pour renforcer les activités de mise en commun de l'information et de création de réseaux afin que les membres des délégations, les missions permanentes des États Membres, le Secrétariat, les chercheurs et les bibliothèques dépositaires puissent accéder au vaste ensemble de connaissances accumulées par les Nations Unies;

72. *Prend note avec satisfaction* du programme de gestion des connaissances individuelles qui a été adopté en complément des programmes de formation traditionnels pour aider les représentants des États Membres et les fonctionnaires du Secrétariat à utiliser les produits et outils d'information;

73. *Encourage* le Secrétariat à chercher et appliquer des solutions n'ayant pas d'incidences financières afin que les États Membres puissent accéder en toute sécurité à l'information qui n'est actuellement disponible que sur l'intranet du Secrétariat (iSeek), sachant que l'accès des États Membres à iSeek se fait exclusivement par l'intermédiaire de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld;

VI. Services de diffusion

74. *Constate* que les services de diffusion assurés par le Département de l'information continuent de faire connaître le rôle et l'œuvre de l'Organisation des Nations Unies;

75. *Accueille avec satisfaction* les activités pédagogiques menées par le Département de l'information dans le cadre du programme « L'ONU travaille » et du Projet global d'enseignement et d'apprentissage pour toucher les enseignants et les jeunes partout dans le monde grâce à diverses plates-formes multimédias et encourage le programme « L'ONU travaille » à cultiver ses partenariats avec les grands réseaux de médias et les personnalités engagées, et le Projet global d'enseignement et d'apprentissage à étendre ses activités aux enseignants et élèves des écoles primaires et secondaires;

76. *Note* qu'il importe que le Département de l'information continue à mettre en œuvre son programme de formation des journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision originaires de pays en développement et de pays en transition, comme elle l'a demandé, et charge le Département d'étudier les moyens d'accroître l'utilité de ce programme, notamment en prolongeant la durée des stages et en augmentant le nombre des stagiaires;

77. *Se félicite* de l'évolution vers un plus grand didactisme et de l'orientation de la *Chronique de l'ONU*, dans ses éditions sur papier et en ligne, et, dans ce sens, encourage l'équipe chargée de la *Chronique de l'ONU* à continuer de nouer des partenariats de copublication et à organiser des activités et des manifestations éducatives en collaboration avec des organisations de la société civile et des établissements d'enseignement supérieur, notamment la série de séminaires intitulée « Désapprendre l'intolérance »;

78. *Prend note* du rapport sur le projet « UN Affairs » (« Cahiers de l'ONU ») qui figure à l'annexe du rapport du Secrétaire général¹⁹ et prie le Département de l'information de continuer à publier la *Chronique de l'ONU* en cherchant à l'améliorer encore dans la limite des ressources disponibles, et de rendre compte au Comité de l'information, à sa trente-deuxième session, de l'état d'avancement de la question et de lui présenter des options pour la publication de la *Chronique de l'ONU* dans les six langues officielles;

79. *Note également* que le Département de l'information organise, au Siège et dans certains bureaux extérieurs, des expositions sur des questions importantes dont est saisie l'Organisation des Nations Unies, ces expositions étant un bon moyen de sensibiliser le grand public; réaffirme que les visites guidées sont un important moyen d'information du grand public et prie le Secrétaire général de continuer à faire en sorte que les visites guidées au Siège et dans d'autres lieux d'affectation soient assurées, dans la mesure où elles produisent des recettes, en particulier dans les langues officielles de l'Organisation;

80. *Demande* au Département de l'information de renforcer son rôle de plaque tournante dans les échanges avec la société civile sur les priorités et les préoccupations de l'Organisation des Nations Unies telles que les déterminent ses États Membres;

¹⁹ A/AC.198/2009/4.

81. *Rend hommage*, dans un esprit de coopération, à l'Association des journalistes accrédités auprès de l'Organisation des Nations Unies pour les activités qu'elle mène et pour son Fonds Dag Hammarskjöld pour l'octroi de bourses qui permettent à des journalistes de pays en développement de se rendre au Siège de l'Organisation et de suivre les travaux de l'Assemblée générale, et engage la communauté internationale à continuer de verser des contributions financières au Fonds;

82. *Exprime* sa gratitude aux Messagers de la paix, aux ambassadeurs itinérants et autres amis de l'Organisation des Nations Unies pour les efforts qu'ils déploient en vue de mieux faire connaître l'action de l'Organisation et de sensibiliser le public international à ses priorités et préoccupations, et demande au Département de l'information de continuer à les associer à ses stratégies en matière de médias et de communication et à ses activités de sensibilisation;

VII. Observations finales

83. *Prie* le Secrétaire général de rendre compte au Comité de l'information, à sa trente-deuxième session, et à elle-même, à sa soixante-cinquième session, des activités du Département de l'information et de la suite donnée à toutes les recommandations et demandes formulées dans la présente résolution;

84. *Prie également* le Secrétaire général de tout faire pour maintenir les services fournis par le Département de l'information pendant les travaux prévus par le plan-cadre d'équipement;

85. *Prend note* de l'initiative que le Département de l'information a prise, en coopération avec le Département de la sûreté et de la sécurité et le Service du protocole et de la liaison, pendant le débat général de sa soixante-troisième session, de délivrer des étiquettes d'identification spéciales aux attachés de presse des États Membres pour leur permettre d'accompagner les médias couvrant les déplacements des personnalités dans les zones d'accès réservé, et prie instamment le Secrétaire général d'améliorer cette pratique en répondant favorablement aux demandes des États Membres qui souhaitent recevoir des cartes d'identité supplémentaires pour leurs attachés de presse afin qu'ils soient admis dans les zones réputées d'accès réservé et puissent rendre compte de façon complète et efficace des réunions de haut niveau auxquelles participent leurs délégations;

86. *Prie* le Comité de l'information de lui rendre compte à sa soixante-cinquième session;

87. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-cinquième session la question intitulée « Questions relatives à l'information ».

**Projet de décision
Augmentation du nombre des membres
du Comité de l'information**

L'Assemblée générale décide de porter de 112 à 113 le nombre des membres du Comité de l'information et de nommer la Sierra Leone membre du Comité.

09-34551 (F) 160609 180609



Merci de recycler 